



Que se passe-t-il dans les pays arabes ?

Dans cet article, écrit il y a déjà quelques jours, nous donnons une première analyse marxiste des événements qui secouent cette région. D'autres suivront en fonction même de l'évolution de la situation.

Qu'est-ce qu'une Révolution ?

La révolution, pour nous marxistes, consiste en une série d'événements qui entraîne un changement de classe dominante dans un sens progressiste : de la noblesse à la bourgeoisie comme la Révolution française ou de la bourgeoisie au prolétariat comme la Révolution d'octobre.

Tout soulèvement ne peut être qualifié de révolution. Ce n'est pas la forme qui est déterminante - violence, occupation de bâtiments, contrôle de quartiers et de ville - , mais le contenu de classe du mouvement. Dans le monde actuel, qui vit sous le système capitaliste, une révolution, c'est l'élimination des structures économiques et politiques capitalistes et la prise du pouvoir par le peuple et non le remplacement à la tête de l'Etat de telle partie de la bourgeoisie par telle autre. Un soulèvement peut s'avérer contre-révolutionnaire, même s'il est de masse, si sa direction est réactionnaire et vise à retourner à l'ordre ancien ou à renforcer le mode de production capitaliste et la dépendance à l'impérialisme.

Il est d'autant plus important de rappeler ces vérités que les idéologues du Capital ont, depuis plusieurs décennies, mis en place toute une stratégie pour déformer le sens du mot Révolution. Dans plusieurs pays, un renversement de pouvoir entre plusieurs fractions de la bourgeoisie a été qualifié de "révolution". Il s'agit souvent de prise du pouvoir par la bourgeoisie compradore (c'est-à-dire dévouée aux impérialismes, décidée à récupérer les miettes qu'ils laissent), aux dépens d'une bourgeoisie nationale, encline à s'approprier le gâteau en s'appuyant sur les aspirations populaires et à éloigner les impérialistes. Ainsi, la prise du pouvoir en Géorgie, par Sakashvili, citoyen américain, ayant vécu depuis 30 ans aux USA, accompagnée de l'entrée massive dans le pays des multinationales, appelée plaisamment "révolution violette". Désormais les idéologues de l'impérialisme qualifient de "révolution" tout changement de régime permettant une pénétration plus ample des multinationales dans le marché local.

Les événements de Tunisie

Qui était au pouvoir en Tunisie ? Une frange de la bourgeoisie, plus ou moins clanique, suivant les intérêts d'un unique impérialisme colonisateur, l'impérialisme français. Qui est au pouvoir désormais ? Une autre frange de la bourgeoisie, plus dévouée aux multinationales US. Malgré les satisfecit du FMI, Benali avait fait l'objet de critiques de la part du 1^{er} représentant du Capital sur la planète, Barack Obama soi-même. Ce dernier avait reproché au gouvernement tunisien d'être bien moins "démocratique" que celui du Maroc (Il faut traduire "démocratique" ou "libre"

par « bien plus perméable aux multinationales US). Comme l'a dit l'un des rares grands capitalistes tunisiens peu près le départ de Benali : « Maintenant, nous allons pouvoir faire des affaires ». Par ailleurs, on sait maintenant que le départ de Benali s'est décidé à l'ambassade US.

En effet, la Tunisie est un pays comportant extrêmement peu de grandes entreprises, peu de moyennes et beaucoup de petites. Les multinationales françaises, notamment celles du tourisme, de l'agroalimentaire et de la grande distribution, sans parler des banques comme la Société Générale, y faisaient la pluie et le beau temps. Il va leur falloir désormais partager le gâteau.

Il y a eu une véritable révolte populaire, qui se poursuit aujourd'hui. Le soulèvement s'est produit dans un certain nombre de régions du pays fortement marquées, depuis l'indépendance, par des traditions de lutte et d'anticolonialisme. Il s'explique essentiellement par des raisons économiques, ce que nos médias ont totalement camouflé. Ce qui s'est manifesté, à Sidi Bouzid et ailleurs, n'est rien d'autre que la lutte contre l'exploitation capitaliste elle-même, parce qu'elle est devenue insupportable. Ce processus a pu être freiné, détourné, mais il continue et continuera, quels que soient les obstacles internes ou externes qu'il rencontrera.

C'est contre le prix exorbitant du pain, contre des salaires de misère, contre un nombre de chômeurs ahurissant, y compris parmi les hauts diplômés, contre des conditions de vie insupportables, même pour les artisans et les petits commerçants, dans un contexte de croissance économique non négligeable, que le peuple tunisien s'est dressé. Des militants communistes, d'autres progressistes, des syndicalistes d'une UGTT pourtant à la fois étroitement surveillée et contrôlée par le pouvoir se sont levés pour exiger la remise en cause du modèle de développement économique adopté par la Tunisie, mais aussi contre la "solution" US d'ouverture à tous crins des marchés à ce que les porte-parole du Grand Capital international appellent la "concurrence étrangère".

La bataille qui se poursuit porte sur l'augmentation des salaires, l'embauche massive et l'amélioration des conditions de travail. Aux prises avec ses contradictions, une partie de la bourgeoisie tunisienne a utilisé les aspirations populaires pour renverser le clan au pouvoir et se dégager un peu de la tutelle de l'impérialisme français ; mais, ce-faisant, elle a déclenché des aspirations populaires difficiles à maîtriser.

"Dictature" et "Démocratie" c'est toujours la même société capitaliste

La bourgeoisie, notamment celle qui est au service de l'impérialisme US, a bien réagi. Elle a détourné la colère causée par la « pression sur le salaire ». A Tunis, d'autres franges de la population, comme la petite bourgeoisie, sont entrées dans la danse. La revendication parvenue jusqu'aux médias français est devenue celle d'une lutte pour la "liberté", contre la "dictature". Il est évident que le régime de Benali était extrêmement répressif mais, l'intérêt de présenter ainsi les choses est, bien entendu, de brouiller les pistes, d'empêcher toute explication de classe du phénomène. Cela permet aussi, au passage, de masquer le fait qu'en réalité les revendications des travailleurs français et celles des travailleurs tunisiens sont de même nature.

Chasser ce que l'on appelle dans nos véhicules de l'idéologie dominante un "dictateur" permet de localiser le phénomène au seul monde arabe, avec un rien de condescendance.

Ainsi, on nous assène que le régime des "dictateurs", Benali, Moubarak ou Khadafi serait d'une nature différente de celui d'Obama et Sarkozy, qui bénéficient pourtant de pouvoirs exorbitants.

Quelle différence existe-t-il réellement entre un Moubarak seul candidat et un duel Obama/Mac Cain ou Sarkozy/Aubry quand on sait que se glisse seulement un papier de cigarette entre les convictions et programmes de chacun d'eux ?

Le cas de l'Egypte

L'Egypte est un enjeu bien plus important, pour plusieurs raisons, toutes liées à son étroite soumission à l'impérialisme états-unien. Elle est une des pierres angulaires du Grand Moyen Orient que s'acharnent à créer les dirigeants US. L'enjeu est particulièrement lié aux relations entre l'Egypte et Israël. C'est un partenariat politique et économique d'autant plus important pour Tel Aviv que ses relations avec la Turquie se sont dégradées. Il ne reste plus à Israël que l'Egypte, qui fournit 50 % de son gaz, et l'Arabie saoudite qui l'approvisionne en pétrole.

Rappelons quelques données indispensables à connaître pour avoir une vision la plus juste possible des événements. L'Egypte est passée de 19 millions d'habitants en 1945 à près de 85 millions aujourd'hui et devrait atteindre les 110 millions à l'horizon de 2030. Sa population est extrêmement jeune : 20 % de la population est âgé 15 à 24 ans et les moins de trente ans représentent près des deux tiers des Egyptiens. Derrière le taux de croissance économique élevé, on rencontre une misère terrible : 1 Egyptien sur 5 ne trouve pas de travail, 2 actifs sur 3 connaissent le sous-emploi, 4 Egyptiens sur 10 vivent en-dessous du seuil de pauvreté. Mais la grande bourgeoisie, qu'elle soit locale ou internationale, n'a pas à se plaindre. Le revenu du capital a augmenté de 90 % ces dernières années, tandis que les investissements étrangers directs ont été multipliés par 10 en 10 ans. Les recettes du canal de Suez rapportent 4 milliards d'euros, les aides que les dirigeants US versent depuis les accords de Camp David (en 1979) atteignent les 2 milliards d'euros.

Passons maintenant aux événements récents et au départ de Moubarak. Bien sûr, il faut se prononcer avec prudence, il semble néanmoins que c'est la petite bourgeoisie et la classe moyenne qui sont à la pointe de la bataille. La petite bourgeoisie souhaite sa part du gâteau, une place plus importante dans la société et plus élevée dans ses rouages ; une sorte de partage des richesses, pour employer une expression chère aux dirigeants de la gauche "radicale" française. Certes la comparaison pourrait s'arrêter là : la petite bourgeoisie égyptienne revendique une place qu'elle n'a jamais eue, sauf du temps de Nasser, et les conditions économiques, même si elles n'apparaissent pas au premier plan, pèsent énormément sur ses revendications.

Il y a toutefois un important point commun : tout est organisé selon la fameuse phrase que Lampedusa, dans son roman "Le Guépard", met dans la bouche de son héros Tancredi Falconeri : « Il faut que tout change pour que rien ne change. ». Gageons que c'est bien ce qui se passe. L'exigence de la petite bourgeoisie égyptienne, qui veut son os à ronger rencontre les intérêts des grands dirigeants

impérialistes, d'Obama à Van Rompuy en passant par Clinton et Sarkozy : « les élections libres et équitables », instrument du changement sans changement. L'armée égyptienne a bien pris soin de rassurer tout le monde : les traités seront honorés ; Israël peut donc respirer.

En Egypte, une autre forme de révolution démocratique est possible.

Il est par ailleurs utile de rappeler que la seule force politique réellement organisée en Egypte en-dehors des organisations émanant du pouvoir est celle des Frères Musulmans. C'est également le cas en Libye, nous y reviendrons. Comme l'ex FIS en Algérie, les FM sont une organisation des classes moyennes. Ils ont à leur tête tout un réseau d'intellectuels, universitaires notamment et recrutent essentiellement parmi les avocats dont ils dirigent le syndicat et surtout parmi les étudiants qui représentent seulement 20 % des jeunes Egyptiens.

Les FM forment une organisation réactionnaire, qui ne remet nullement en cause le capitalisme et a souvent, dans le passé, servi les intérêts de puissances impérialistes notamment les USA contre le régime nassérien. Ils font partie de la nébuleuse des Wahabbites et sont financés par des argentiers saoudiens notamment la banque Al-Taqwa. Fondamentalement, les intérêts de tous les concernés dans cette affaire (impérialisme US, Frères musulmans, petite bourgeoisie égyptienne en quête d'un destin) sont conciliables. Un compromis raisonnable peut être trouvé : il y aura des élections, les partis interdits comme les Frères Musulmans seront autorisés ; la petite bourgeoisie s'insérera dans les rouages du système et du pouvoir. Le mouvement révolutionnaire est bien faible en Egypte. On voit bien d'ailleurs le jeu que joue la chaîne de télévision qatarie, Al Jazirah, qui apporte sur les événements d'Egypte comme de Libye les éléments d'intoxication nécessaires à la fois aux impérialistes US et aux Frères Musulmans.

Le pourrissement et la fin du nationalisme arabe ?

Ce qui se passe au Yémen, en Libye après l'Egypte pourrait bien consacrer la fin définitive dans ces pays du courant "nationaliste arabe" qui a marqué leur histoire depuis un demi-siècle et pas toujours en mal.

Le nationalisme arabe est un courant politique né au sein des mouvements anticolonialistes. Porteur des espoirs de la petite et parfois de la grande bourgeoisie nationale, opposée aux divers impérialismes, qu'ils soient US, britannique, français ou italien, le nationalisme arabe s'est répandu dans les années 50 au Maghreb et surtout au Moyen Orient. Incarné par de jeunes officiers comme Nasser en Egypte, Assad en Syrie, Kassem en Irak, Khadafi en Libye ou Nemeiry au Soudan, ou par des partis politiques laïques comme le Baas de Michel Afflak en Syrie et Irak, le Destour d'Habib Bourguiba en Tunisie, il fut l'incontournable acteur de la période que nos historiens ont coutume d'appeler la "décolonisation".

Bien que nombre de nationalistes arabes aient combattu les communistes (Nemeiry au Soudan ou Saddam en Irak, pour ne citer que les plus évidents), l'URSS les appuya dans leur volonté de chasser les colonialistes. Les dirigeants nationalistes arabes portèrent parfois les espoirs du peuple et certains partis communistes décidèrent de se dissoudre pour les rejoindre (Egypte) ou de faire cause commune avec eux à tout prix (Syrie).

Mais, les nationalistes arabes ont vite tourné à droite : en Egypte après la mort de Nasser, Sadate, qui lui succéda, choisit un nouvel impérialisme colonisateur : les USA. En Irak, à partir de 1976, Saddam Hussein s'est débarrassé des communistes dans le sang et s'est rapproché des USA ; en 1972 Nemeiry a réprimé féroce, avec l'aide de son compère Khadafi, un coup d'Etat qui ne versa pas une seule goutte de sang, dirigé par des militaires marxistes et en profita pour faire exécuter tous les dirigeants du parti communiste et mener une répression anticomuniste sans précédent. La fin de l'Union Soviétique a obligé les derniers d'entre eux qui restaient fidèles à leurs convictions de départ (le Baas syrien par exemple), à louvoyer pour pouvoir continuer d'exister.

L'abandon par les dirigeants issus du mouvement nationaliste des idées qui les avaient portés au pouvoir leur fut fatal. Partout où ils devinrent des féaux des USA ou d'un autre impérialisme, la petite bourgeoisie, les classes moyennes et populaires les abandonnèrent, notamment pour se tourner, avec la bénédiction des USA, vers les organisations islamistes.

Pour tirer un bilan, nous pouvons dire que le nationalisme arabe n'a pas réussi à décoloniser, il n'a rompu que provisoirement les liens avec les puissances coloniales et, souvent après la disparition de l'URSS, les a rétablis, quand il n'a pas choisi une nouvelle puissance de tutelle, l'impérialisme dominant, les USA.

Le cas de la Libye

C'est probablement dans ce pays que l'ambiguïté et la complexité de ce que nos media appellent "révolution" de même que la destinée du nationalisme arabe transparaissent de la manière la plus évidente. Le régime libyen, comme l'égyptien, est le fruit d'une révolution nationale-démocratique, moins inachevée, mais également pourrissante. Toutefois, en Egypte, toute trace de l'ancienne révolution nassérienne a désormais disparu et le régime était au service de la bourgeoisie compradore et de l'impérialisme états-unien. En revanche, on ne peut pas en dire autant du régime libyen.

La Libye, colonisée par l'Italie dans la 1^{ère} moitié du XX^{ème} siècle, puis par la Grande Bretagne et la France après 1945 acquit une indépendance nominale en 1951 sous le gouvernement du roi Idriss Ier. Idriss était le chef de la confrérie musulmane des Senoussi ; chassé par les Italiens et réfugié en Egypte, il revint en Cyrénaïque dans les fourgons de l'armée britannique en 1945 et en fut bombardé émir. La Libye royale était un pays marqué par de fortes survivances féodales et, dès la découverte du pétrole en 1958, Idriss fit appel aux compagnies pétrolières étrangères. Mais en 1969, comme en Egypte en 1952, un groupe d'officiers progressistes renversa le roi et conduisit une révolution nationale démocratique. Le pays fut engagé dans de réelles transformations économiques et sociales à caractère anti-impérialiste : nationalisation du secteur pétrolier, politique de subvention par l'État du prix des produits de consommation courante, formation de comités révolutionnaires et populaires assurant l'autogestion de 1500 communes. On peut ajouter que le statut de la femme a connu une transformation radicale. Au système féodal patriarcal, oppresseur des femmes avant la révolution, a succédé une politique d'émancipation qui a porté ses fruits : scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans, écoles mixtes en primaire, âge légal du mariage pour les filles porté à 20 ans (alors que sous le féodalisme, des filles pré-nubiles étaient mariées !). La majorité des étudiants sont des filles. Il faut enfin dire que le niveau de vie a augmenté surtout durant la phase ascendante de la révolution. Il est un des plus élevés

d'Afrique, et la Libye est le premier pays sur ce continent pour l'IDH (indice de développement humain).

Kadhafi a louvoyé entre des positions contradictoires. Un coup à droite en offrant des renforts à son collègue du Soudan, le général Nimeiry, auquel, de plus, il livre le secrétaire général du Parti communiste soudanais, réfugié en Libye, Abdelkhalek Mahjoub, pendu par le général sans autre forme de procès. Un coup à gauche en soutenant les militants palestiniens en lutte contre l'Etat colonial israélien, ce qui lui valut une riposte rangée dans les oublis organisés de l'Histoire : en février 1973, un Boeing 727 libyen fut abattu au-dessus du Sinaï par l'armée israélienne : 110 morts ; et en février 1986, l'US air force bombardait la côte libyenne, notamment Tripoli et Benghazi, occasionnant des centaines de morts dont la propre petite fille de Kadhafi.

Après la chute de l'URSS, puis en 1993 le départ du pouvoir du commandant Jalloud, un des plus proches compagnons de Kadhafi depuis la révolution de 1969, et encore plus à partir des années 2000, le régime libyen changea de nature. Par peur des représailles de la part de l'impérialisme US, par volonté de se maintenir au pouvoir, Kadhafi fit des concessions de fond à l'impérialisme : appel à l'initiative privée, prospections communes avec les multinationales du pétrole, rapprochement avec les impérialistes français et italiens, et, projet de nouvelle constitution fondé sur la liquidation des pouvoirs des comités populaires révolutionnaires et la présidentialisation du régime. Tout cela a constitué une rupture progressive mais certaine avec le cours national-démocratique, avec le soutien et l'intérêt de plusieurs puissances comme les États-Unis, l'Allemagne, la Grande-Bretagne ; sans parler du rapprochement avec les Frères Musulmans.

D'ailleurs, il est significatif que le soulèvement armé ait commencé après la décision prise par Kadhafi de libérer 110 prisonniers Frères Musulmans. Nous en venons donc à ces insurgés qui mènent la lutte y compris armée contre les forces armées fidèles au pouvoir en place. S'il est possible que des éléments populaires ou des classes moyennes fassent partie des opposants armés, il est indéniable que les islamistes en sont aussi. Nous subissons de plein fouet des "informations" qui vont toutes dans le même sens et sont invérifiables ; personne ne dit un mot de la chasse aux "noirs", les habitants du sud, plus foncés que les autres, ou les salariés immigrés venus de pays d'Afrique subsaharienne, soupçonnés d'être favorables à Kadhafi, que mènent les "libérateurs". Pas plus qu'on ne nous informe des appétits des multinationales, ni du fait que les impérialistes états-uniens et britanniques qui n'ont jamais digéré d'être privés de la domination coloniale sur la Libye en 1969 souhaitent prendre leur revanche. Les USA maîtrisent pour le moment la situation en Tunisie et en Egypte, bien qu'ils doivent surveiller de près les évolutions en cours. Alors, l'occasion est trop belle d'installer une tête de pont entre les deux pays ; sans compter que *Turkish petroleum* vient de découvrir dans le sud-ouest libyen une importante réserve de pétrole. Cela aiguise les appétits des magnats du pétrole qui veulent contrôler toujours plus les richesses pétrolières et gazières de la région.

Il faut enfin s'intéresser au fait que le soulèvement est parti de l'est du pays, la Cyrénaïque, sur lesquels certains dirigeants égyptiens, Sadate en premier lieu, ont souvent lorgné. La porosité de la frontière et le déroulement des événements donnent à penser que des éléments du nouveau pouvoir égyptien ont pensé à "exporter" leur "révolution", dans ce cadre on ne peut pas ne pas penser aux Frères Musulmans. Il faut également se souvenir que la 1^{ère} chose qu'ont faite les

impérialistes US après avoir envahi l'Irak fut d'en organiser scientifiquement la partition. Une partition de la Libye avec une Cyrénaïque sous influence égypto-états-unienne.

A suivre...

www.sitecommunistes.org